

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour juillet 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Les indicateurs clés de l'économie parisienne en juillet 2003*, et pour les sept premiers mois de l'année ** :

	<i>Ecart par rapport à juillet 2002</i>	<i>Ecart par rapport aux sept premiers mois de 2002</i>
➤ La création d'entreprises	+ 0,23%	+2,30%
➤ Les investissements des entreprises	- 6,43%	-2,05%
➤ L'endettement fiscal des entreprises	- 1,65%	+11,49%
➤ L'endettement social des entreprises	+ 4,02%	-9,35%
➤ Les ouvertures de procédures collectives	- 27,60%	-0,18%
➤ Les liquidations judiciaires	-29,50%	-2,01%

Le stock des entreprises en activité : +0,57% par rapport à juin 2003

Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris en juillet : 0,7 jours (!)

La tendance du mois :

**Hausse des créations d'entreprises – Baisse des procédures collectives
Baisse des investissements – Baisse de l'endettement fiscal**

** Ces pourcentages expriment les hausses et les baisses par rapport au mois précédent.*

*** Ces pourcentages expriment les hausses et les baisses par rapport au sept premiers mois de 2002*

➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« **Un début de reprise à confirmer.** Pour le second mois consécutif, les immatriculations d'entreprises au Registre du commerce poursuivent leur progression, qui s'est néanmoins quelque peu érodée en juillet : +0,23% par rapport à juillet 2002, mais +22,94% en comparaison avec juin 2003.

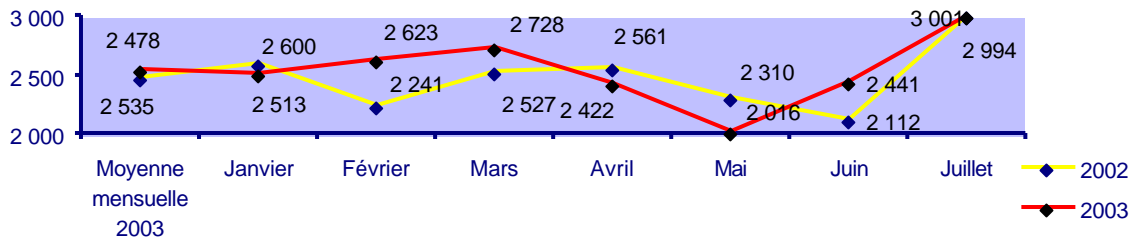
Autre signe encourageant pour la reprise économique dans Paris intra-muros : la diminution des jugements d'ouverture de procédures collectives, qui s'élève à -27,60% en juillet. De la même façon, et ce pour la première fois depuis le début de l'année, les inscriptions de privilèges du Trésor public qui garantissent les cotisations impayées des entrepreneurs baissent de 1,65%, témoignant ainsi d'une certaine amélioration de la situation économique des entreprises. Ces dernières rencontrent néanmoins encore quelques difficultés financières puisque leur endettement social s'est accru de 4,02% en juillet 2003.

Force est de constater cependant que la confiance des investisseurs n'est pas encore complètement revenue au beau fixe puisque les prêts consentis aux entrepreneurs affichent une baisse de 7,8% pour le mois dernier. On devra donc attendre un redémarrage des investissements pour confirmer la reprise de l'économie parisienne .

Le greffe au service des entreprises. Dans le cadre de la démarche qualité qu'il a initié en 2002, le greffe s'est engagé à satisfaire les demandes des entreprises tant en terme de d'accueil que de délai. Le baromètre fera désormais état chaque mois de ce nouvel indicateur. En juillet, les entreprises en création ont été immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris dans un délai de 0,7 jours franc ouvrable (!) ».

- (1) La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

➤ **La création d'entreprises en hausse de 0,23% (par rapport à juillet 2002)**



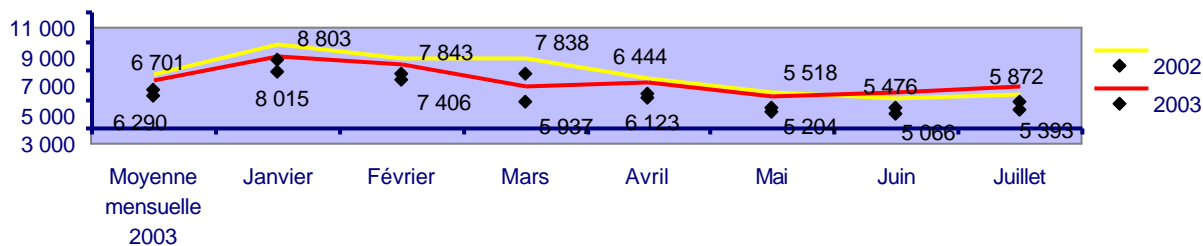
Les immatriculations au Registre du commerce et des sociétés affichent une progression pour le second mois consécutif, soit +22,94% par rapport à juin 2003. En comparaison avec juillet 2002, elles augmentent de 0,23%. En 2003, 2 535 entreprises en moyenne ont été immatriculées par mois, soit +2,3%.

À l'instar du mois précédent, les immatriculations de commerçants (+18,09%) et de sociétés commerciales de type SA, SARL, SNC, SAS, etc ... sont en hausse (+4,76%) . Les sociétés civiles, en revanche, reculent de 15,59%.

Les dispositions en faveur des créateurs mise en œuvre au 1^{er} août 2003 dans la cadre de la loi pour l'Initiative Economique paraissent d'ores et déjà avoir insufflé un regain de confiance aux porteurs de projet. Elles devraient susciter un sursaut accru de la création d'entreprises dès la rentrée.

17 744 entreprises se sont immatriculées en 2003, soit une hausse de 2,30% par rapport à la même période en 2002.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en hausse de 8,88% (par rapport à juillet 2002), mais en baisse de 6,12% par rapport aux sept premiers mois de 2002.**

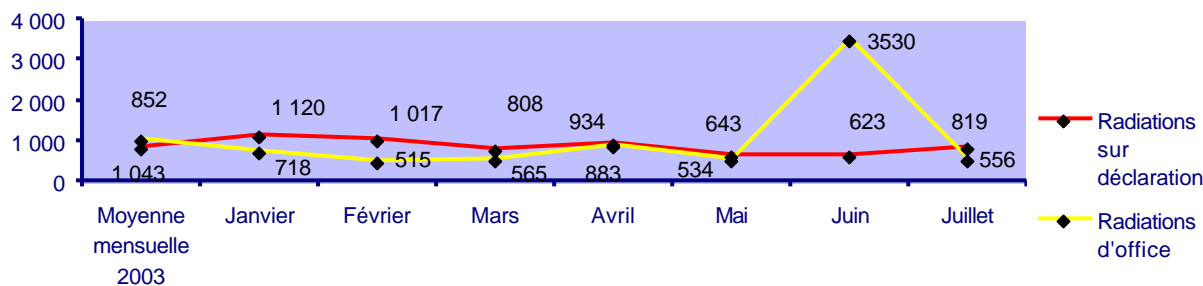


Après une légère reprise en juin 2003, la progression des inscriptions modificatives se poursuit en juillet. Ce poste affiche une hausse de 8,88% de plus qu'en juillet 2002, et 7,23% de plus qu'en juin 2002.

Depuis le début de l'année 2003, les entrepreneurs ont déposé 44 033 inscriptions modificatives, **soit 6,12% de moins qu'en 2002 pour la même période**. En 2002, les mises en conformité imposées aux entreprises par la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques avaient généré un volume plus important de formalités légales au Registre du commerce.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

- **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en hausse de 30,62% (+1,31% par rapport aux sept premiers mois de 2002) ; radiations d'office du Registre du commerce : en hausse de 3,15% par rapport à juillet 2002 (+42,96% par rapport aux sept premiers mois de 2002)**



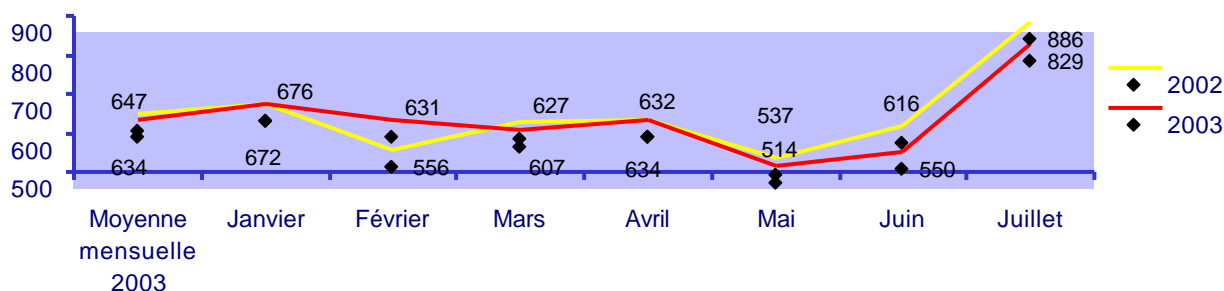
819 entrepreneurs ont demandé la radiation de leur entreprise en juillet 2003, soit 30,62% de plus qu'en juillet 2002, et 31,46% de plus également qu'en juin 2003. Le nombre total de radiations sur déclaration subit une augmentation de 1,31% en 2003, soit 852 formalités légales de ce type en moyenne par mois.

Concernant les radiations d'office réalisées par le greffe, elles s'élèvent à 556 en juillet 2003, soit 3,15% de plus qu'en juillet 2002. Malgré cette hausse, ce poste affiche une baisse de 84,25% par rapport au mois de juin. Le pic observé en juin correspondait à une mise à jour complète du Registre du commerce. 7 301 entreprises ont été radiées d'office depuis le début de l'année 2003, soit 42,96% de plus qu'à la même période en 2002.

Au total, 13 265 entreprises parisiennes ont été radiées du Registre du commerce depuis début 2003, soit 20,66% de plus qu'en 2002 pour la même période.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

- **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en baisse de 6,43% (par rapport à juillet 2002)**



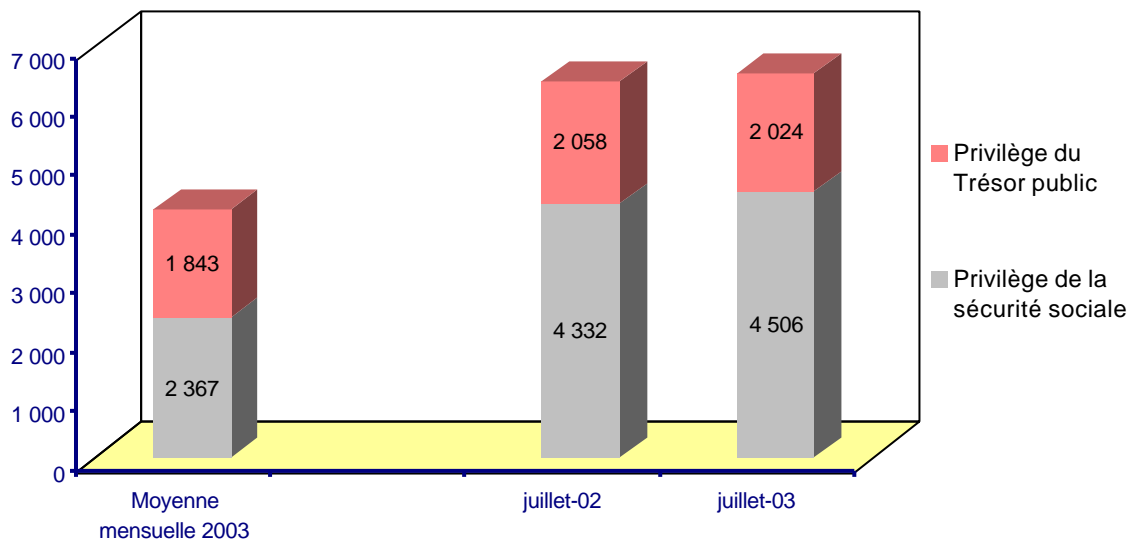
Les inscriptions de nantissements présentent une baisse de 6,43% par rapport à juillet 2002, mais augmentent en revanche de 50,73% par rapport à juin. Cette évolution est conforme à celle de l'année précédente.

En juillet 2003, les banques et les organismes de crédit ont consenti moins de prêts aux entrepreneurs pour financer l'achat d'un fonds de commerce, effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation, etc ...soit -7,8% par rapport à juillet 2002, et 39,2% de plus qu'en juin 2003.

Depuis le début de l'année 2003, 4 437 inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage ont été prises auprès du greffe, soit -2,05% par rapport à la même période en 2002. Toujours en 2003, 634 inscriptions mensuelles ont été prises en moyenne auprès du greffe.

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

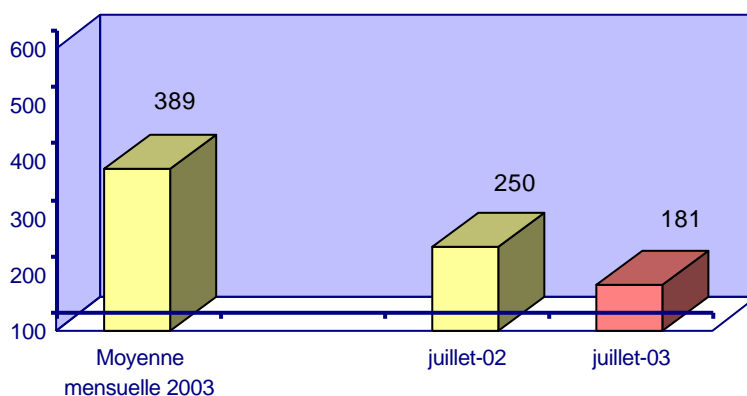
- **Endettement fiscal : en baisse de 1,65% ; Endettement social : en hausse de 4,02% (par rapport à juillet 2002)**



- Le nombre d'**inscriptions de privilèges du Trésor public** inscrit une baisse de 1,65% en juillet 2003. Depuis le début de l'année, 12 902 privilèges du Trésor Public ont été inscrits, soit 11,49% de plus qu'en 2002 pour la même période.
- En revanche, le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** s'élève à 4 506 en juillet 2003, soit +4,02% par rapport à juillet 2002. Au total, 16 570 inscriptions ont été prises par l'Urssaf auprès du greffe en 2003, soit 9,35% de moins qu'en 2002 à la même période.

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

- **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en juillet 2003 (baisse de 27,60% par rapport à juillet 2002)**



181 jugements d'ouvertures de redressement ou de liquidation judiciaires ont été prononcés par le Tribunal de commerce en juillet 2003, soit une baisse de 27,60 % par rapport à juillet 2002, et de 56,9 % par rapport au mois précédent. Depuis le début de l'année 2003, 2 721 procédures collectives ont été ouvertes, soit **-0,18% par rapport à 2002 pour la même période**.

En juillet, 259 entrepreneurs ont déposé au greffe leur déclaration de cessation des paiements, soit 3,07% de plus qu'en juillet 2002. Le Tribunal rendra un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'égard de ces entreprises dans les semaines à venir.

1 147 salariés au total (¹) ont été directement concernés par les défaillances de juillet, soit une hausse de 0,26% par rapport à juillet 2002, mais une baisse de 33,20% par rapport au mois précédent.

Les secteurs les plus touchés en juillet sont celui commerce (511 salariés soit 44,5%), celui de l'immobilier et des services aux entreprises (180 salariés, soit 15,69%), et celui des services aux particuliers (127 salariés, soit 11,07%)

→ **Le passif cumulé global déclaré au greffe en baisse de 31,21% (par rapport à juillet 2002)**

Ce mois-ci, le passif cumulé déclaré au greffe par les entreprises défaillantes s'élève à 94 287 688 €, soit 31,21% de moins qu'en juillet 2002, mais 4,62% de plus qu'en juin 2003. Cette évolution porte le passif moyen par entreprise à 557 892 € en juillet 2003.

Le passif cumulé global, déclaré au greffe depuis le 1^{er} janvier 2003, s'élève à 669 140 641 €, soit une baisse de 19,93% par rapport à la même période en 2002.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

→ **Les entretiens assurés par la délégation de la Prévention**

98 chefs d'entreprise ont été entendus en juillet 2003 par les juges de la Prévention, soit 3,16% de plus qu'en juillet 2002, mais 60,96% de moins qu'en juin 2003. Ces entretiens permettent de dresser un bilan de la situation de l'entreprise avec les juges qui orientent ensuite les dirigeants vers des professionnels susceptibles de les épauler. Depuis le début de l'année, les juges ont diligenté 1 294 entretiens, soit 87,94% de plus qu'en 2002 pour la même période.

→ **Les dossiers ouverts en juillet**

Au cours du mois de juillet, 110 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté ont été détectées par le service de la Prévention du greffe, dont les dirigeants seront prochainement reçus par les juges de la Prévention.

→ **Le point sur les emplois salariés directement concernés par la Prévention des difficultés en juillet**

Les dirigeants d'entreprises en difficulté entendus par les juges en juillet 2003 ont déclaré employer 9 892 salariés.

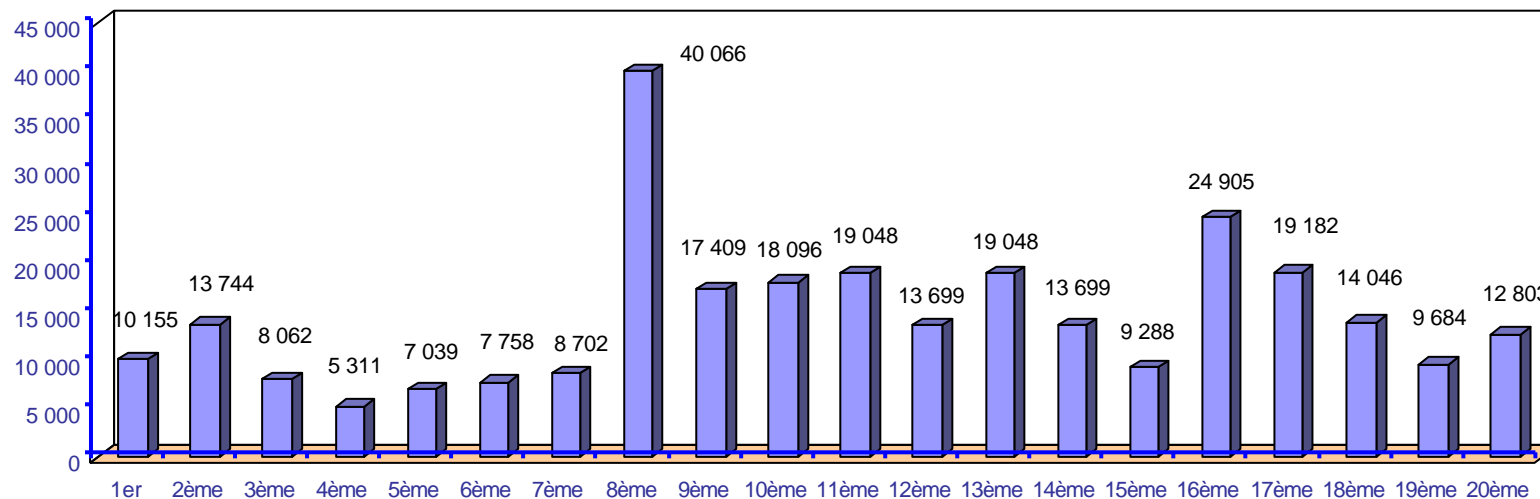
Les secteurs employant le plus grand nombre de salariés sont les suivants : immobilier et services aux entreprises (4 357 salariés, soit 44,05%), transports (1 910 salariés, soit 19,31%) et industrie manufacturière (1 497 salariés, soit 15,13%).

Répartition du stock des entreprises en activité

294 984 entreprises sont en activité dans Paris intra-muros au 31 juillet 2003, soit une hausse de 0,57% par rapport à **juin 2003**.

- Les 8^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème} et 15^{ème} arrondissements, qui offrent une forte attractivité, gagnent jusqu'à 1% d'entreprises en plus par rapport à **juin 2003**.
- Les 4^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} perdent respectivement 0,8%, 8,64% et 10,19% de leurs entreprises (par rapport à **juin 2003**)
- Le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises est toujours le secteur le mieux représenté dans l'économie parisienne, avec 127 829 entreprises, soit 43,33% des entreprises en activité. Ce poste affiche une légère hausse de 0,79% par rapport à **juin 2003**. Tous les autres secteurs présentent une hausse inférieure à 1%.

➤ Répartition des entreprises parisiennes par arrondissement (1)



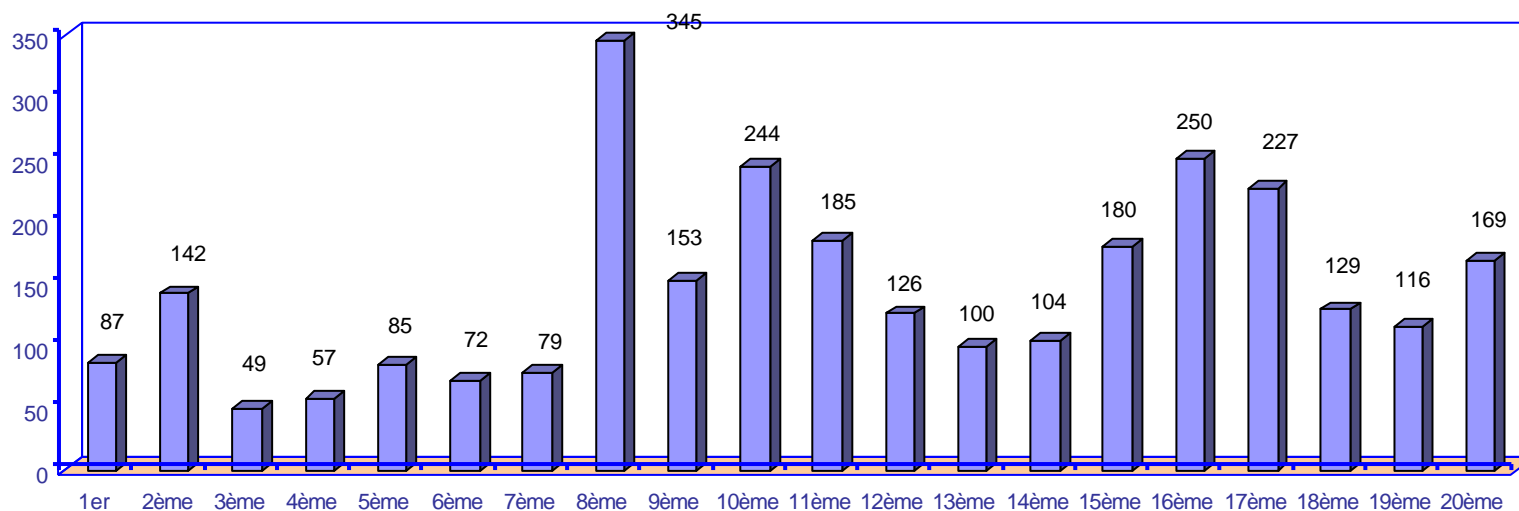
Répartition des entreprises parisiennes immatriculées en juillet 2003 par arrondissements et par secteurs d'activité

3 001 entreprises nouvelles se sont immatriculées au Registre du commerce parisien en juillet 2003, soit 22,94% de plus par rapport à **juin 2003**.

➤ *Les tendances :*

- La hausse des immatriculations profite essentiellement aux arrondissements suivants : 5^{ème} (+73,5%), 16^{ème} (+47,05%), 8^{ème} (+25,91%), 10^{ème} (+32,61%), 17^{ème} (+18,23%). (par rapport à **juin 2003**).
- À l'instar du mois précédent, le secteur de l'immobilier, la location et les services aux entreprises reste le secteur le mieux représenté dans Paris intra-muros, 41,68% des nouvelles entreprises s'y sont engagés. Ce secteur d'activité présente une augmentation de 29,72% par rapport à juin 2003. Les principaux secteurs en progrès, en comparaison avec **juin dernier**, sont l'industrie manufacturière (+48,28%) et l'hôtellerie et la restauration (+30,92%).

➤ *Répartition des immatriculations d'entreprises par arrondissements (1)*



Les entreprises en activité par secteurs et par arrondissements

➤ Répartition des entreprises parisiennes par type d'activité

A	Agriculture, chasse, sylviculture	660
B	Pêche, aquaculture, services annexes	9
C	Industries extractives	65
D	Industrie manufacturière	18 106
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	79
F	Construction	13 008
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	48 132
H	Hôtels et restaurants	18 371
I	Transports et communications	5 023
J	Activités financières	10 626
K	Immobilier, location et services aux entreprises	127 829
L	Administration publique	9
M	Education	1 834
N	Santé et action sociale	1 424
O	Services collectifs, sociaux et personnels	12 542
P	Activités des ménages	1
Q	Activités extra-territoriales	1
	Sans activité déclarée ou sans activité commerciale	37 265

➤ Répartition des entreprises parisiennes en activité par arrondissement et par activité

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	32	30	11	12	15	10	52	83	41	27
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
C	Industries extractives	1	0	1	5	0	1	1	20	1	0
D	Industrie manufacturière	513	1 651	1 013	311	390	466	379	1 434	965	1 963
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4	1	2	0	3	0	5	26	4	0
F	Construction	198	387	145	64	152	73	99	688	514	1 993
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	1 774	2 491	1 913	1 148	1 095	1 651	1 186	4 066	2 395	3 763
H	Hôtels et restaurants	794	634	406	529	955	689	444	1 215	1 321	1 262
I	Transports et communications	150	163	81	41	115	51	74	602	325	291
J	Activités financières	400	760	113	103	127	179	299	3 591	1 102	228
K	Immobilier, location et services aux entreprises	4 411	5 301	2 919	2 152	2 959	3 408	5 068	21 941	7 239	5 290
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
M	Education	54	79	58	31	53	53	44	280	158	103
N	Santé et action sociale	24	21	29	20	46	45	45	245	78	37
O	Services collectifs, sociaux et personnels	405	439	333	227	295	293	279	1 503	727	738
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
	Sans activité déclarée ou sans activité commerciale	1 395	1 787	1 038	668	834	839	725	4 370	2 538	2 401
	Total	10 155	13 744	8 062	5 311	7 039	7 758	8 702	40 066	17 409	18 096

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	19	28	10	14	60	133	33	14	14	18
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0	0	0	0	5	3	0	0	0	0
C	<i>Industries extractives</i>	2	1	2	2	7	15	3	0	0	0
D	<i>Industrie manufacturière</i>	1 848	742	544	564	834	777	977	916	653	1 054
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	2	3	2	3	4	12	4	1	1	1
F	<i>Construction</i>	1 256	1 234	466	525	574	394	860	901	699	1 732
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	3 609	2 312	1 576	1 562	2 858	2 660	2 920	3 264	1 992	2 779
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	1 487	873	757	789	1 223	709	1 253	1 441	742	813
I	<i>Transports et communications</i>	375	326	235	162	289	218	401	374	275	406
J	<i>Activités financières</i>	241	291	146	173	642	1 085	662	138	91	91
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	6 314	5 067	3 792	4 087	9 340	15 349	11 140	4 096	3 486	3 696
L	<i>Administration publique</i>	0	2	0	0	3	0	1	0	0	0
M	<i>Education</i>	124	85	69	68	131	124	122	61	67	60
N	<i>Santé et action sociale</i>	74	65	86	91	101	149	112	42	56	55
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	904	539	452	517	956	1 017	1 002	756	414	496
P	<i>Activités des ménages</i>	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Sans activité déclarée ou sans activité commerciale</i>		2 131	1 151	1 112	2 155	2 259	2 445	2 042	1 194	1 602
	Total	16 255	13 699	9288	9 669	19 182	24 905	21 935	14 046	9 684	12 803

(1) 3 240 entreprises ont un établissement principal à Paris, avec un siège social immatriculé dans une autre juridiction.

Répartition des immatriculations d'entreprises de juillet 2003 par secteurs d'activité et par arrondissements

➤ Répartition des immatriculations d'entreprises par type d'activité (2)

A	Agriculture, chasse, sylviculture	6
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0
C	Industries extractives	0
D	Industrie manufacturière	172
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5
F	Construction	217
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	540
H	Hôtels et restaurants	199
I	Transports et communications	50
J	Activités financières	86
K	Immobilier, location et services aux entreprises	1 257
L	Administration publique	0
M	Education	18
N	Santé et action sociale	12
O	Services collectifs, sociaux et personnels	103
P	Activités des ménages	0
Q	Activités extra-territoriales	0
	Sans activité déclarée	336
Total		3 001

➤ Répartition des créations par arrondissements et par type d'activité exercée (1)

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	Industrie manufacturière	5	36	4	4	2	1	4	8	5	17
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0		0	0	0	0	0
F	Construction	3	3	1	1	1	1	0	7		48
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	16	22	12	11	8	11	6	38	24	52
H	Hôtels et restaurants	8	10	4	5	6	5	1	8	12	20
I	Transports et communications	0	0	1	1	17	0	0	1	2	7
J	Activités financières	3	5	0	1	1	5	3	26	7	2
K	Immobilier, location et services aux entreprises	43	48	16	21	3	38	57	187	65	54
L	Administration publique	0	0	0	0	33	0	0	0	0	0
M	Education	0	1	0	0	0	0	0	5	2	1
N	Santé et action sociale	1	0	0	0	2	0	0	1	0	0
O	Services collectifs, sociaux et personnels	1	2	5	3	0	0	1	14	6	13
P	Activités des ménages	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée	7	14	6	10	10	11	7	49	30	30
	Total	87	142	49	57	85	72	79	345	153	244

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	Industrie manufacturière	14	5	4	7	6	12	10	4	7	12
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F	Construction	24	12	6	7	3	7	13	12	9	41
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	39	27	14	20	26	34	36	33	33	42
H	Hôtels et restaurants	14	10	8	11	10	9	15	10	5	15
I	Transports et communications	5	4	4	1	3	3	5	3	3	0
J	Activités financières	3	1	1	2	5	7	4	0	1	1
K	Immobilier, location et services aux entreprises	54	50	41	41	88	143	117	41	44	42
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	0	0	1	0	1	0	3	0	1	0
N	Santé et action sociale	0	0	1	2	0	4	2	0	0	1
O	Services collectifs, sociaux et personnels	10	3	6	5	4	5	6	8	4	3
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée	21	14	14	8	34	26	16	17	9	12
Total		185	126	100	104	180	250	227	129	116	169

(1) 102 entreprises ont ouvert un établissement principal à Paris, avec un siège social immatriculé dans une autre juridiction.

(2) Activité en attente d'attribution ou non déclarée